

Pays sans industrie
=
Pays sans avenir !

AVEC LA CGT,
IMPOSONS UNE
POLITIQUE INDUSTRIELLE
DE PROGRÈS !

Une société, un pays, évolue au gré des savoirs et des intelligences liés au développement social et économique.

La France, historiquement renommée pour les « droits de l'homme » et sa puissance industrielle, est appauvrie chaque jour par des législations régressives, asservies aux politiques financières de quelques multinationales.

Les salariés sont accusés de « coûter trop cher », culpabilisés, sommés d'accepter la baisse de droits et salaires au nom de leur emploi : stress, mal-être, peur du lendemain, telles sont les politiques patronales que subissent des millions de salariés alors que jamais les profits tirés du travail n'ont été aussi élevés.

Et plus les salariés régressent en qualité de vie, en droits et pouvoir d'achat, plus l'économie souffre en capacité de croissance et développement.

Ceux qui sont élus pour diriger le pays ont pour responsabilité de construire l'avenir avec des choix en rupture avec la situation présente faite d'exclusion sociale, de chômage massif, pendant que d'autres cumulent des richesses et que les dividendes des grandes entreprises s'envolent.

L'Etat qui devrait avoir un rôle stratégique en impulsant une vision industrielle sur le long terme, orientant les financements au service du développement des secteurs publics et industriels, fait le choix d'abdiquer devant les multinationales qui pratiquent le dumping social et environnemental à coups d'externalisations, de cessions, de sous-traitance, créant ainsi et livrant « clé en mains » des secteurs riches à des officines privées qui en font une rente financière.

Les services publics et l'industrie ont un avenir, des intérêts communs, des complémentarités économiques et sociales indissociables. L'entreprise vit, se développe au cœur de la cité, de la localité. Elle est indispensable pour la population et les services publics qui participent à son développement tout en étant un débouché.

Combattre la « désertification des territoires » impose de relocaliser les industries au plus près des besoins, des savoirs professionnels de haut niveau, disponibles dans le pays. Les secteurs à reconquérir sont gigantesques.

Les atouts sont là pour développer l'industrie, la recherche et l'emploi :

- Des savoirs, des qualifications de haut niveau des salariés existent, avec le besoin urgent de relancer des centres de formation dans les secteurs professionnels pour l'avenir.
- Les propositions de développement pour relancer les industries sont nombreuses, riches d'expertises incontestables, dont l'avenir est question d'implication, de choix politiques.
- un accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous, un enjeu de santé publique et de souveraineté alimentaire.

- Des transports publics sécurisés et respectueux de l'environnement pour le transport de marchandises par le rail et le fluvial, dans un concept multimodal ;
- Des véhicules personnels et professionnels roulant à l'hydrogène et/ou électriques dans les villes pour améliorer la qualité de vie et la santé ;
- Des navires pour un transport maritime sécurisé mettant fin aux « navires poubelles » générateurs de « catastrophes écologiques », avec une filière de « déconstruction » respectueuse de l'environnement et des salariés.

Mettre fin au transport journalier de millions de tonnes de marchandises, de milliers de poids lourds sur les routes faisant circuler les « stocks » de l'industrie est une question de sécurité pour la population et d'urgence pour la planète.

Relocaliser les productions et les services, dans les territoires, est nécessaire. Pourquoi faire des milliers de kms pour produire et assembler un stylo (parties métal, plastique, encre) ou encore une voiture et les centaines de pièces ?

L'ensemble des industries de la Métallurgie, de la Chimie,

de l'Energie, est impacté par les choix de la puissance politique en matière de transports, selon qu'on se donne ou pas les moyens d'une politique de transports développée, de haut niveau, respectueuse de l'environnement dans le cadre d'un secteur public, ou asservie à l'appétit financier d'actionnaires dont l'unique objectif est la marge dégagée.

Les synergies et la complémentarité, pour les transports et l'industrie, sont identiques dans les filières de la santé, de la communication, des services et du logement, exigeant du gouvernement des actes forts pour imposer une politique industrielle libérée des exigences financières, de la tutelle des multinationales qui s'enrichissent à coups de « dumping

Relancer l'industrie dans le pays, c'est urgent et nécessaire pour l'emploi, pour des services publics de qualité et pour revitaliser les localités.

Produire et rechercher sur nos territoires est un enjeu majeur.

L'Etat doit se réapproprier les leviers de l'économie nationale qui ont été livrés aux multinationales :

➔ *Les leviers à se réapproprier sont ceux de la finance (banques, etc.), ceux de l'Energie, de l'Eau, des Transports, de la Santé, etc.*

Les moyens financiers existent, seule manque l'ambition ou la volonté politique. Plus de 240 milliards d'euros de deniers publics vont, chaque année, dans les caisses des entreprises en prétendant servir l'emploi, alors que la totalité des salaires de l'industrie ne représente que 146 milliards.

Comment peut-on dire « mensongèrement » que le problème serait « le coût du travail » ?

En aucun cas, le « dumping social » n'est synonyme de développement de l'emploi, c'est le contraire puisqu'avec moins de droits et moins de pouvoir d'achat, ce sera moins de consommation et de commandes alors que 9 millions de français vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Porter une politique de progrès social, de développement industriel et des services publics, c'est la clé pour pouvoir construire un avenir sécurisé aux salariés, aux jeunes et à l'emploi.

L'énergie est un secteur clé pour asseoir la politique industrielle et doit revenir dans le secteur public : les industries, grandes consommatrices d'énergie pour leur fonctionnement (aluminium, etc.) tout comme la population, ont besoin d'une énergie de qualité et à un prix accessible. L'Energie nucléaire est une composante importante du bouquet énergétique pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux et pour la relance d'une politique industrielle de haut niveau.

Une véritable présence postale partout est essentielle, ainsi que le développement du très haut débit.

Les services de communication avec l'expansion du numérique exigent, là encore, une maîtrise publique face aux énormes enjeux et impacts sur les installations actuelles, avec des millions d'emplois au cœur selon que cette évolution servira les intérêts collectifs ou ceux de quelques actionnaires.

La CGT, force de propositions, porte dans tous les secteurs des projets alternatifs face à l'austérité et déclin social/industriel.

Les salariés, les citoyens doivent s'impliquer, se mobiliser et agir sur ces enjeux qui engagent leur avenir et celui des futures générations.

Stopper la casse de notre outil industriel pour stopper la paupérisation et l'exclusion sociale, donner un avenir à la jeunesse, ça dépend de vous, de nous tous et de notre capacité à unir nos forces.

Imposer une réelle politique industrielle en lieu et place des politiques financières, c'est urgent et ça passe par le rassemblement de tous ceux et celles qui refusent le déclin économique et social créé par l'austérité, et le détournement vers les multinationales des fonds publics.

LA MOBILISATION EST INCONTOURNABLE POUR FAIRE ENTENDRE NOS PROPOSITIONS ET OBTENIR SATISFACTION.